

Le budget—M. Horner

Examinons maintenant la deuxième raison alléguée dans le paragraphe que je viens de citer, c'est-à-dire «pour réunir le capital nécessaire pour découvrir et exploiter les nouvelles ressources». Monsieur l'Orateur, je viens de citer un document rédigé par une maison qui essaie de rassembler l'argent nécessaire pour financer la prospection pétrolière. Elle affirme que les propositions fiscales contenues dans le budget sont sans conséquence. Je n'ai aucun doute que cette société a donné une opinion objective parce qu'après tout, elle essaie de favoriser l'investissement dans ce domaine. Le ministre des Finances a dit il y a quelques mois que le Canada devrait dépenser 100 milliards de dollars pour l'exploitation de nos ressources afin de garantir des approvisionnement suffisants au cours des prochaines décennies. Il a déclaré qu'il faudrait dépenser 100 milliards de dollars d'ici l'an 2,000. C'est peut-être vrai, mais la société dont je viens de parler ne trouve rien de rassurant dans le budget.

L'autre argument invoqué par le ministre à l'appui des propositions budgétaires est que les nouvelles mesures auraient pour effet de ramener la demande à un niveau raisonnable. Je rappelle aux députés que lorsque le chef de l'opposition a demandé au ministre des Finances de dire à la Chambre de combien, selon lui, la taxe de 10 c. réduirait la consommation d'essence, le ministre a répondu qu'il n'en avait aucune idée, car son ministère n'avait pas fait de prévisions. Il faudrait attendre de voir. Quant à moi, je peux répondre tout de suite, monsieur l'Orateur. La taxe ne réduira pas du tout la consommation de l'essence. Elle incitera peut-être certains automobilistes à acheter des voitures de plus petit modèle ou, à dessein d'obtenir un meilleur millage au gallon, à essayer d'obtenir un meilleur millage au gallon, à enlever les dispositifs anti-pollution que le gouvernement avait imposés aux fabricants d'automobiles. Mais ce n'est pas à cause de cette taxe que le consommateur restera chez lui, conduira moins ou ira au travail à pied. Il se peut que la vente des bicyclettes augmente, d'une part à cause de la densité croissante de la circulation, et d'autre part parce que les gens désirent faire un peu d'exercice, mais dans un cas comme dans l'autre ce ne sera pas à cause de la taxe de 10c.

Qu'est-ce que le ministre aurait dû faire? Il est évident que certaines régions du Canada connaissent un fort taux de chômage tandis qu'on manque de travailleurs dans d'autres. Au cours de la dernière fin de semaine, un de mes voisins accompagnés de ses deux fils, l'un âgé de 19 ans, l'autre de 17, s'est rendu jusqu'à un puits de pétrole que l'on était à forer sur ses terres. Tous les trois descendirent du camion et le contremaître du forage s'approcha d'eux et leur demanda: «Voulez-vous du travail les gars? Si oui, vous pouvez commencer tout de suite car nous n'avons encore que la moitié de notre équipe». Les fils demandèrent quel était le salaire et le contremaître leur répondit qu'il était de \$5 à \$6 l'heure. Le plus jeune alla dire à son père qu'on lui avait offert du travail à \$5 l'heure. J'imagine que le père, un agriculteur, n'était pas particulièrement content mais le fils aimait tellement l'agriculture qu'il n'accepta pas l'emploi qui lui était proposé.

● (1530)

Il y aurait donc au Canada des régions qui ont grand besoin de main-d'œuvre, alors qu'il y a un nombre excessif de chômeurs dans d'autres. Selon moi, le gouvernement devrait s'efforcer davantage de remanier ses priorités de dépenses. Le ministre a dit qu'il n'allait consacrer que 10 millions de dollars au déplacement de la main-d'œuvre au Canada. Je pense qu'il aurait pu en affecter davantage et couper certaines autres dépenses. Le pays compte un certain nombre de zones de marasme très précises, et je songe

entre autres à l'exploitation forestière et à l'industrie minière et extractive. Le ministre aurait pu accorder certaines concessions fiscales à ces deux industries pour encourager davantage l'expansion et l'exploration.

Le Canada ne dispose pas du matériel de base indispensable aux travaux de forage et d'exploration pour trouver du pétrole et du gaz, parce qu'une grande partie de ce matériel est allé ailleurs. Nous n'avons même pas encouragé ces compagnies d'exploration à rester chez nous.

Le ministre n'a pas fait d'effort véritable pour enrayer la croissance de la masse monétaire. Il aurait pu tenter la même expérience qu'aux États-Unis. Je sais que mes amis socialistes ne voient pas là une bonne façon d'enrayer l'inflation, mais elle pourrait être utile. Aux États-Unis, le système de réserve fédéral vise actuellement un taux modéré d'expansion dans les domaines monétaire et du crédit. M. Burns a ajouté:

A notre avis, le parti que nous avons adopté favorisera une augmentation... allant de 5 p. 100 à 7½ p. 100 au cours des douze mois...

Il parlait des prochains douze mois. Le gouvernement a usé de la planche à billets à un rythme alarmant. L'inflation dépend dans une certaine mesure de trois facteurs reliés à l'argent. Le premier c'est, bien sûr, la quantité, le deuxième c'est la vitesse à laquelle il circule, et le troisième c'est le volume de crédit accordé par rapport à la masse monétaire.

On remarquera qu'en réponse à une question que je lui ai posée, le ministre des Finances a déclaré qu'aux États-Unis, les consommateurs avaient en général moins utilisé le crédit à la consommation. Dans une lettre qu'il m'a adressée le 6 juin il disait qu'aux États-Unis le crédit non remboursé n'atteignait plus que 152.3 milliards de dollars. Il a ajouté qu'on n'avait pas vraiment de chiffres pour le Canada, mais d'après ceux de 80 p. 100 des compagnies, on peut estimer que le crédit à la consommation continue à augmenter et au cours du premier trimestre de 1975 il avait dépassé 16 milliards de dollars pour atteindre 16.6 milliards à la fin mars. Si l'on fait en utilisant la formule de 10 p. 100, une comparaison rapide entre le Canada et les États-Unis, on verra que proportionnellement, le crédit à la consommation non remboursé est beaucoup plus important au Canada à l'heure actuelle.

A mon avis, le ministre aurait dû présenter certaines mesures pour réglementer le crédit. Cela aurait pu ralentir la circulation de la monnaie au Canada et, partant, ralentir l'inflation. A mon avis, cela aurait causé moins de tort au consommateur et il est très facile de lever ce genre de mesure quand l'économie doit être stimulée par des dépenses supplémentaires.

Permettez-moi de dire quelques mots de la taxe sur l'essence. Si j'ai bien compris, environ 50 p. 100 de chaque baril de pétrole sert à produire de l'essence si bien qu'en fait la taxe s'applique seulement à la moitié de chaque baril de pétrole produit. Dans l'étude sur les transports que le gouvernement vient de publier il est dit qu'à l'heure actuelle, les Canadiens utilisent 13 p. 100 seulement de l'énergie sous forme d'essence. Si nous voulons réduire la consommation d'énergie au moyen d'une taxe de 10c. par gallon sur l'essence cette réduction portera seulement sur 13 p. 100 de toute l'énergie utilisée. C'est un argument très faible que le ministre des Finances nous a présenté là.

Les Canadiens, de tous les coins du pays, s'inquiètent de plus en plus de ce que l'avenir leur réserve. Habituellement, le budget les rassure; il leur dit que le ministre des Finances a la situation bien en main. Mais, le dernier budget révèle, entre autres chose intéressantes, que le